

Mardi 20 mai 2008 - 16:40

Les médecins pathologistes français demandent une reconnaissance pour les comptes rendus standardisés

PARIS, 20 mai 2008 (APM) - Le Syndicat des médecins pathologistes français (SMPF) s'oppose à l'utilisation des comptes rendus standardisés d'anatomo-cytopathologie sans reconnaissance, ni rétribution, dans un communiqué.

"Nous avons été les premiers à nous informatiser et à mettre en place des comptes rendus fiches standardisés (CRFS) en anatomie et cytologie pathologiques (ACP)", indique le Dr Michel Guiu (Perpignan), président du syndicat, joint mardi par l'APM.

Aujourd'hui, l'Institut national du cancer (Inca) souhaite en faire un des éléments indispensables du futur Dossier communiquant en cancérologie (DCC), ce qui est logique, et l'Institut de veille sanitaire (InVS) souhaite les utiliser pour avoir des registres exhaustifs, explique-t-il.

"Nous voulons une reconnaissance pour cette activité de préparation des comptes rendus qui demande du personnel et pour cette activité de participation à des études épidémiologiques", indique-t-il.

"Le gros problème, c'est que cette activité que nous réalisons de notre propre volonté n'a aucune reconnaissance et qu'en outre, notre profession est en crise. Toute l'anapath' en cancérologie est déficitaire. Nous attendons depuis des années une rénovation de la nomenclature", explique le spécialiste.

"Nous avons expliqué nos difficultés à plusieurs reprises mais sans résultat", regrette-t-il.

La classification commune des actes médicaux (CCAM) en pathologie traîne depuis plusieurs années. Or, l'ACP a beaucoup évolué. "Il faut tout remettre à plat", estime le Dr Guiu.

Le spécialiste cite l'exemple de la détermination d'HER2 nécessaire à la prescription de l'anticorps Herceptin* (trastuzumab, Roche). "Depuis 4-5 ans, on déplore le problème mais rien n'est fait. Ce test qui permet de savoir si on peut prescrire un traitement à 56.000 euros par an n'est pas remboursé. Or, il coûte 56 euros. De même, pour l'examen en Fish, nécessaire dans 10% des cas, qui est toujours en discussion", déplore le président du SMPF.

D'autres problèmes aigus se posent comme pour la prescription de Vectibix* (panitumumab, Amgen), qui n'est pas efficace en cas de mutation de K-RAS. "C'est un traitement à 5.000 euros par mois et on ne peut pas donner 20 euros pour tout le travail de recherche des lames et d'examen nécessaire", ajoute le Dr Guiu.

MENACE DE BOYCOTT

"Dans ce contexte, les positions se cristallisent. L'Inca, comme l'InVS, veulent se servir de nos comptes rendus pour se valoriser mais nous, nous restons avec les mêmes difficultés", estime-t-il.

Devant l'intérêt suscité par ces CRFS, le syndicat a donc décidé de s'en servir comme levier de pression, parlant de "hold-up de l'Inca" dans son communiqué, et il se dit prêt au boycott. Il reproche à l'Inca "d'imposer pour le CRFS un projet de transmission informatique vers les réseaux et le DCC sans la moindre transparence, sans concertation et sans contrepartie ni garantie pour les pathologistes".

Affilié à l'Umespe/CSMF, le SMPF représente deux tiers des 1.400 pathologistes. "Tout diagnostic de cancer passe par la pathologie", rappelle le Dr Guiu.

Interrogé par l'APM, le président de l'Inca, le Pr Dominique Maraninchi, se déclare à l'écoute de cette profession sur son évolution.

"C'est une profession en crise et elle est de plus en plus sollicitée pour des informations dans les cancers, pour le suivi des politiques de dépistage", reconnaît-il.

"Nous les soutenons", assure-t-il. "Nous avons d'ailleurs anticipé les besoins en finançant la création de plateformes de biologie moléculaire pour la prescription de médicaments comme Vectibix* dans les établissements publics", cite-t-il. Pour le privé, les évolutions demandées sont d'ordre tarifaire, poursuit-il.

"Nous les avons reçus et nous allons les recevoir à nouveau. On ne fait jamais rien évoluer sans la profession. Il faut probablement une approche très globale", estime le président de l'Inca.

"Tous ne font que se renvoyer la balle mais rien n'avance", estime pour sa part le président du syndicat.

sl/cb/APM polsan
redaction@apmnews.com

SLLEK003 20/05/2008 16:40 ACTU CANCER